

SAVING  
LIVES  
CHANGING  
LIVES



# Évaluation de la sécurité alimentaire et des marchés (SiSSAN)

## Guinée-Bissau | Mars 2021

### RESUME DES RESULTATS

En mars 2021, 13,9 pour cent des ménages en Guinée-Bissau (plus de 228 000 personnes) sont en situation d'insécurité alimentaire, n'arrivant pas à satisfaire leurs besoins alimentaires et non alimentaires de base. La région de Gabu est la plus affectée par l'insécurité alimentaire (25,2 pour cent de ménages vulnérables), suivie des régions de Bafata et Oio (18 pour cent). Bissau, Bolama Bijagos et Biombo ressortent comme les régions les moins affectées, avec respectivement 7,1 pour cent, 8,3 pour cent et 9,6 pour cent.

L'amélioration de la sécurité alimentaire amorcée depuis juillet 2020 s'est accentuée en mars 2021, grâce au démarrage de la campagne de commercialisation de noix de cajou. La proportion de ménages avec une consommation alimentaire inadéquate (avec un score de consommation alimentaire limite ou pauvre) est passée de 13,8 pour cent en octobre 2020 à 5,9 pour cent en mars 2021. De même, le nombre de ménages vulnérables obligés d'adopter des stratégies de survie basées sur la consommation a baissé de 6,3 pour cent entre octobre 2020 (20,3 pour cent) et mars 2021 (13,80 pour cent). Il en est de même du recours des ménages aux stratégies de survie néfastes (stratégies de crise et d'urgence) basées sur les moyens d'existence,

qui a diminué de 25,5 pour cent entre octobre 2020 (42,4 pour cent) et mars 2021 (16,9 pour cent).

Toutefois, malgré l'amélioration de la situation alimentaire en mars 2021, le niveau d'insécurité alimentaire reste élevé en cette période de l'année, qui est généralement caractérisée par une insécurité alimentaire faible. En effet, dès le mois de mars les agriculteurs commencent à tirer des profits de la campagne de cajou, notamment en contractant des dettes auprès des commerçants. En mars 2021, 27 pour cent des producteurs s'étaient déjà endettés. Or, un taux d'insécurité alimentaire de 13,8 pour cent est inusuel pour cette période de l'année ; à titre de comparaison, ce taux s'élevait à 6,2 pour cent en 2016 (pré-pandémie de COVID-19).

Les marchés sont bien approvisionnés en produits alimentaires et non alimentaires. Les prix de produits de base comme les céréales sont stables, alors que des hausses sont observées sur la viande et le poisson. Les légumes sont le groupe alimentaire le plus accessible financièrement, grâce à une baisse de 40 pour cent des prix par rapport à mars 2020.

## 1. CONTEXTE DE L'ETUDE

Le 24 mars 2020, la Guinée-Bissau a enregistré son premier cas de COVID-19. Les autorités nationales ont émis un confinement national le 26 mars et un état d'urgence a été déclaré le 27 mars. Le pays avait auparavant fermé les frontières, les écoles, les restaurants et d'autres entreprises locales, interdit les rassemblements publics, restreint les transports publics et réduit les heures d'ouverture des marchés de 7h du matin à 12h de l'après-midi. Depuis lors, les restrictions ont été assouplies, mais l'état d'urgence a été prolongé à plusieurs reprises. Au 28 mars 2021, le pays enregistre 3,634 cas confirmés d'infection (86 pour cent des cas enregistrés dans le secteur autonome de Bissau), et 61 décès.

En mai 2020, le Programme Alimentaire Mondial (PAM) des Nations Unies, en partenariat avec le Ministère de l'agriculture et du développement rural (MADR) et l'Institut National de Statistique (INE), a mené une évaluation de la sécurité alimentaire et du fonctionnement des marchés pour mieux comprendre l'impact du COVID-19 sur la situation de la sécurité alimentaire dans le pays. L'enquête avait révélé que 51 pour cent des ménages étaient vulnérables à l'insécurité alimentaire. En dehors de la capitale Bissau, le nombre de ménages utilisant des stratégies d'adaptation sévères basées sur la consommation avait augmenté de près de cinq fois, passant de 12 pour cent en septembre 2019 à 51 pour cent en mai 2020. À Bissau, le nombre de ménages utilisant des stratégies d'adaptation sévères avait doublé, passant de 15 pour cent en mai 2018 à 30 pour cent en mai 2020.

Les enquêtes suivantes en juillet et octobre 2020 ont montré une progressive amélioration de la situation alimentaire et nutritionnelle dans le pays, due en grande partie à l'assouplissement des restrictions liées à la gestion de la pandémie. En juillet 2020, la proportion de ménages utilisant des stratégies d'adaptation sévères basées sur la consommation était passée de 51 pour cent en mai en 2020 à 20,1 pour cent.

En mars 2021, le PAM, en partenariat avec le MADR et l'INE, a mené une nouvelle enquête pour suivre l'évolution de la situation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le pays. La collecte de données a coïncidé avec le début de la campagne de commercialisation de la noix de cajou de 2021. L'enquête a été menée à travers 2125 entretiens téléphoniques avec les chefs de ménage via la plate-forme mVAM (mobile Vulnerability Analysis Mapping), le système de collecte de données du PAM à l'aide d'entretiens téléphoniques. Elle est

inscrite dans le cadre du Système de Suivi de la Sécurité Alimentaire et de la Nutrition (SISSAN) qui conduit régulièrement des enquêtes nationales sous l'égide du PAM, du MADR et de l'INE.

## 2. CONTEXTE DU PAYS

La Guinée-Bissau est un pays d'Afrique de l'Ouest à faible revenu, avec une population de 1,62 millions d'habitants (INE 2013). Quarante-sept ans d'instabilité politique ont profondément entravé le développement socioéconomique et humain du pays, qui aujourd'hui est classé 175e sur 189 pays selon l'Indice de développement humain (IDH) 2020. La Guinée-Bissau a un revenu national brut (RNB) par habitant de 820 USD et un produit intérieur brut (PIB) de 1,34 milliard USD (Banque mondiale, 2019).

L'agriculture représente 47,5 pour cent de son PIB, et emploie 67,9 pour cent de la population active (OIT 2020). La noix de cajou est la principale culture, occupant 50 pour cent des terres arables et représentant 90 pour cent des exportations du pays, ainsi que 10 pour cent de son PIB. Elle fournit des revenus directs ou indirects à 85 pour cent de la population. Les autres cultures comprennent le riz (cultivé principalement pour la consommation des ménages), le maïs, le mil et le sorgho.

Les ménages vulnérables sont fortement exposés aux fluctuations du prix international des noix de cajou, ainsi qu'aux risques liés au changement climatique - en premier lieu inondations, sécheresses et érosion côtière - et à la dégradation récurrente de l'environnement causée par la mauvaise gestion des terres et la pollution.

Le pays est touché par l'insécurité alimentaire et la malnutrition. Selon le rapport du Cadre Harmonisé (CH) de mars 2021, 5,2 pour cent de la population rurale (68 127 personnes) sont en situation d'insécurité alimentaire sévère et classée en phase 3 ou supérieure. Environ 12,5 pour cent de la population (165 331 personnes) sont classés dans la phase 2 en raison de leur consommation alimentaire minimalement adéquate et de leur dépendance aux stratégies d'adaptation négatives pour répondre à leurs besoins de base, et étaient susceptibles de tomber en phase 3 ou supérieure.

Le taux de retard de croissance chez les enfants âgés de 6 à 59 mois a diminué depuis 2012, passant de 32,2 à 27,7 pour cent en 2018, mais reste élevé, dépassant 30 pour cent dans les régions d'Oio, Bafatá et Gabu. La malnutrition aiguë touche 5 pour cent des enfants du même groupe d'âge (MICS6, 2020).

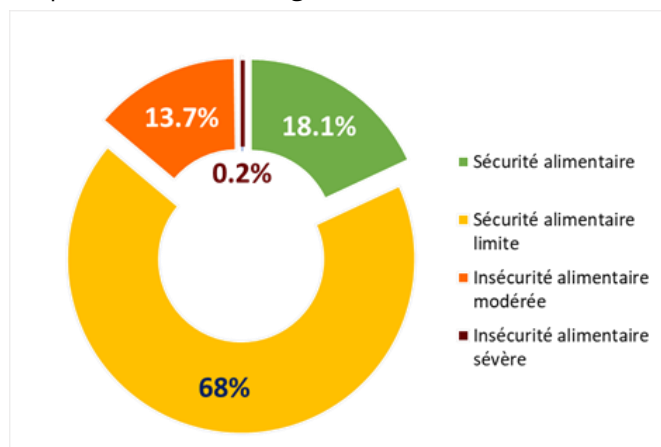
En septembre 2019, avant la pandémie de COVID-19, seuls 8 pour cent des enfants âgés de 6 à 23

mois recevaient un régime alimentaire minimalement acceptable, et seulement 29 pour cent des femmes et des filles âgées de 15 à 49 ans avaient une diversité alimentaire minimale satisfaisante (PAM, 2020).

### 3. COMBIEN DE PERSONNES SONT EN SITUATION D'INSECURITE ALIMENTAIRE?

En mars 2021, 13,9 pour cent des ménages de Guinée-Bissau, soit plus de 228 000 personnes, est en situation d'insécurité alimentaire. La grande majorité de ces ménages (14,3 pour cent) est en insécurité alimentaire modérée, liée à une consommation alimentaire déficiente ou au recours à des stratégies de survie irréversibles pour satisfaire leurs besoins essentiels. Malgré l'absence de données historiques collectées avec la méthode mVAM qui permettraient de faire une comparaison appropriée, si on compare la situation en mars 2021 avec les données collectées en avril 2016 (issues d'une enquête face à face), on observe une hausse significative de la proportion des ménages en insécurité alimentaire, passant de 6,2 pour cent en 2016 à 13,9 pour cent en 2021.

La région de Gabu est la plus affectée, avec un quart de la population en insécurité alimentaire, suivie par Oio et Bafata, où l'insécurité alimentaire touche 15 à 20 pour cent des ménages. Inversement, les régions de Bolama Bijagos, Biombo et la capitale Bissau enregistrent moins de 10 pour cent de ménages en insécurité alimentaire.



**Figure 1.** Situation de la sécurité alimentaire des ménages en mars 2021.

Ces résultats ne sont pas surprenants, car en règle générale on observe une incidence plus élevée d'insécurité alimentaire dans les régions de l'arrière-pays (notamment Oio et Gabu) par rapport aux zones côtières. En effet, en plus des activités agricoles, les ménages dans les régions côtières bénéficient de la pêche pour améliorer leurs revenus financiers et leur régime alimentaire.

Le basculement des ménages actuellement en sécurité alimentaire limite dans une situation

d'insécurité alimentaire modérée ou sévère dépendra en grande partie des résultats de la campagne de commercialisation de cajou. Cette dernière ne s'annonce pas prometteuse, avec un prix officiel du kilogramme fixé par le gouvernement à 360 FCFA (à titre de comparaison, ce prix s'élevait à 1000 FCFA en 2017).

### 4. CONSOMMATION ALIMENTAIRE

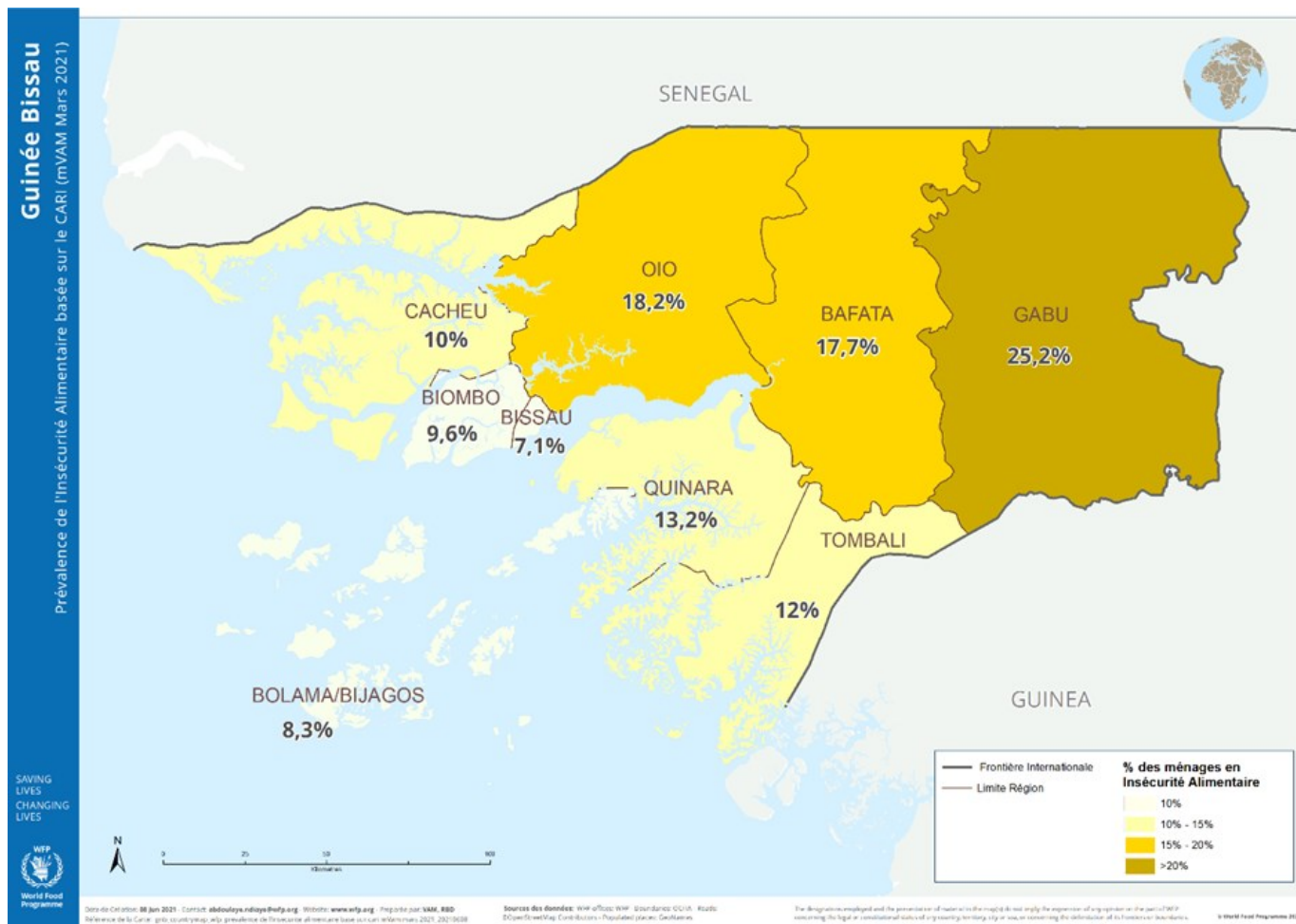
Le score de consommation alimentaire (SCA) agrège les données sur la diversité et la fréquence des groupes d'aliments consommés par les ménages au cours des sept jours précédents l'enquête. Entre octobre 2020 et mars 2021, la proportion de ménages avec une consommation alimentaire inadéquate (score de consommation alimentaire limite et pauvre) a baissé de près de 8 pour cent, passant de 13,8 pour cent (environ 227 164 personnes) à 5,9 pour cent (environ 97 121 personnes).

Les régions de Gabu et d'Oio enregistrent le taux le plus élevé de ménages avec une consommation alimentaire inadéquate, avec respectivement 15,6 pour cent et 10,5 pour cent. En revanche, cette proportion est faible dans la capitale Bissau (0,4 pour cent).

Les aliments les plus consommés par les ménages sont les céréales, les tubercules, l'huile, le poisson, la viande, les œufs, les fruits et les légumes, avec une fréquence de 4 à 7 jours par semaine en moyenne.

A l'inverse, la consommation de produits laitiers, et des légumineuses est extrêmement limitée. Un peu moins d'un tiers des ménages avait consommé du lait et des produits laitiers dans la semaine précédant l'enquête (une fois par semaine en moyenne). De plus, seulement deux tiers des ménages avaient mangé des légumineuses (deux fois) au cours de la semaine précédente. La faible consommation de légumineuses et de produits laitiers affecte négativement l'équilibre du régime alimentaire des personnes, car les légumineuses fournissent un apport alternatif de protéines végétales et les produits laitiers sont une source importante de calcium.

Bien que le score de consommation alimentaire acceptable soit élevé (94,1 pour cent) au mois de mars 2021, un quart des ménages est obligé de recourir à des stratégies d'adaptation sévères basées sur la consommation ou sur les moyens d'existence pour acheter les aliments, ce qui affecte leur sécurité alimentaire sur le moyen terme. Même dans la capitale Bissau, 20 pour cent des ménages avec une consommation alimentaire acceptable a fait appel à des stratégies d'adaptation sévères. Seule la région de Cacheu affiche une proportion inférieure à 18 pour cent.



**Figure 2.** Pourcentage de ménages en insécurité alimentaire en mars 2021 par région

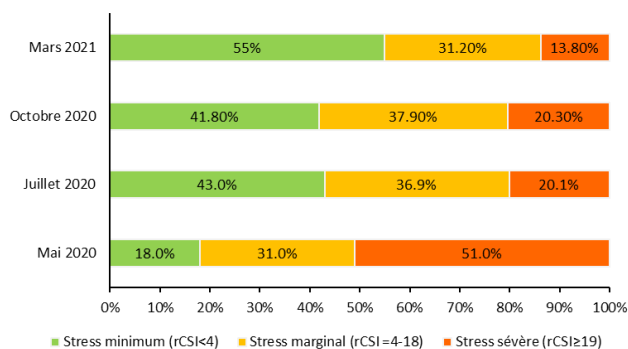
Cette difficulté d'accéder à un régime alimentaire acceptable sans faire recours à stratégies de survie s'explique en partie par le prix élevé des produits par rapport au pouvoir d'achat des ménages. En effet, comme le montre une étude récente conduite par le PAM et ses partenaires en 2021, *Fill the Nutrient Gap study*, montre que 31 pour cent des ménages de Guinée-Bissau n'ont pas assez d'argent pour s'offrir un régime énergétique minimum (qui comprend du riz, d'autres céréales et de l'huile) et 70 pour cent des ménages n'ont pas les moyens d'acheter les aliments nécessaires à un régime nutritif (légumes, produits laitiers, fruits, poisson et viande). Le coût journalier d'un panier alimentaire nutritif est particulièrement cher dans l'est du pays (Gabu et Bafata) et dans le nord (Oio, Cacheu, et Biombo), coutant respectivement 2661 Fcfa et 2023 Fcfa. Dans le sud (Tombali, Quinara, et Bolama Bijagos) le coût journalier du panier alimentaire nutritif est plus abordable (1881 Fcfa). Enfin, le coût du panier est de 2219 Fcfa dans la capitale Bissau. En raison de la faiblesse des récoltes, les ménages du pays s'approvisionnent pour la plupart du temps à partir des marchés de consommation. Les ménages sans revenus réguliers sont ainsi les plus touchés par la volatilité des prix.

## 5. STRATEGIES D'ADAPTATION UTILISEES PAR LES MENAGES

En mars 2021, environ un quart des ménages utilise des stratégies d'adaptation sévères basées sur la consommation ou des stratégies basées sur les moyens d'existence pour avoir accès aux produits alimentaires ou non alimentaires de base.

Concernant l'utilisation de stratégies d'adaptation sévères basées sur la consommation, entre mai 2020 et mars 2021, la proportion de ménages faisant recours à ce type de solutions a été divisée par quatre, passant de 51 à 13,8 pour cent. Cette chute dénote une diminution claire des ménages vulnérables suite à l'assouplissement des restrictions liées au COVID-19. La figure ci-dessous illustre cette forte tendance à la baisse.

En mars 2021, les régions avec le plus de ménages utilisant des stratégies sévères basées sur la consommation sont Gabu (19,3 pour cent), Tombali (15,9 pour cent), et Quinara (15,6 pour cent). Les stratégies les plus utilisées incluent manger des aliments moins préférés et moins chers (59,7 pour cent), limiter les quantités de nourriture préparées lors des repas (24,9 pour cent), et réduire les quantités de nourriture consommées par les adultes au profit des enfants (22,3 pour cent).



**Figure 3.** Stratégies d'adaptation basées sur la consommation

A l'image des stratégies d'adaptation basées sur la consommation, l'usage par les ménages de stratégies d'adaptation sévères (de crise et/ou d'urgence) basées sur les moyens d'existence a été divisé par trois, passant de 42,4 pour cent en octobre 2020 à 16,9 pour cent en mars 2021. Le nombre de ménages qui adoptent ces stratégies est particulièrement élevé dans les régions de Gabu (22,6 pour cent), Bafata (22,3 pour cent), Tombali (18,2 pour cent), et Oio (17,2 pour cent). Les stratégies les plus utilisées sont : dépenser ses économies par faute de nourriture ou manque d'argent pour acheter de la nourriture (38 pour cent), se procurer de nouvelles sources de revenus (35 pour cent), travailler pour se faire payer plus tard (28 pour cent), et emprunter de l'argent ou de la nourriture (28 pour cent).

## 6. ACCES AUX PRODUITS ALIMENTAIRES

Parmi les ménages interrogés, 86,5 pour cent déclare avoir un stock de nourriture ou d'argent disponible pour acheter de la nourriture pour les semaines suivantes. Plus précisément, 80 pour cent des ménages déclare avoir un stock de nourriture suffisant pour couvrir 26 jours en moyenne (73 pour cent des stocks étant essentiellement constitués de céréales), et 6,5 pour cent déclare avoir assez d'argent pour acheter de la nourriture pendant deux semaines.

Les régions qui comptaient le moins de ménages avec un stock alimentaire sont Bissau (83,5 pour cent), Bolama Bijagos (85,7 pour cent) et Biombo (86,1 pour cent). En général, les moyennes des régions sont très centrées autour de la moyenne générale de 86,5 pour cent. On note que les stocks alimentaires sont moins importants dans les régions moins agricoles (Bissau et Biombo), et dans la région de Bolama Bijagos, qui n'offre pas les mêmes conditions agricoles que les autres du fait de son insularité.

Les chiffres ci-dessus montrent une amélioration des stocks alimentaires par rapport à l'enquête menée en octobre 2020, où 80 pour cent des

personnes interrogées avaient déclaré détenir un stock alimentaire ou de l'argent pour couvrir leurs besoins alimentaires. Il est attendu que l'accès à la nourriture s'améliore davantage dans les mois à venir, grâce à la campagne de commercialisation de noix de cajou qui démarre en mars et dont les bénéfiques pourraient se faire sentir jusqu'en fin juillet 2021.

## 7. PROFIL DES MENAGES EN INSECURITE ALIMENTAIRE

Les résultats de l'enquête montrent comment les caractéristiques de vulnérabilité des ménages, notamment le niveau d'éducation, leurs sources de revenus, ainsi que leur composition, ont un impact concret sur leur sécurité alimentaire.

Les ménages dirigés par des personnes sans instruction ou avec un faible niveau d'instruction ressortent comme étant les plus affectés par l'insécurité alimentaire. Plus le niveau d'éducation est faible, plus l'insécurité alimentaire est élevée.

L'insécurité alimentaire augmente aussi avec la taille des ménages, avec une incidence de 7,1 pour cent parmi les ménages de 1 à 5 personnes, contre 20 pour cent dans les ménages de 20 personnes ou plus. En outre, les ménages avec des enfants de moins de cinq ans sont plus vulnérables que ceux sans enfant à charge, car les mères ont moins de temps pour participer pleinement aux activités génératrices de revenus, et une partie des revenus est destinée aux dépenses spécifiques liées aux enfants. Environ 15,1 pour cent des ménages avec des enfants à charge est en insécurité alimentaire, contre 9,2 pour cent dans les ménages sans enfants. Les ménages avec femmes enceintes et femmes allaitantes sont aussi plus vulnérables que les autres. Ainsi, l'insécurité alimentaire atteint 16,4 pour cent dans les ménages avec une femme enceinte contre 13 pour cent pour les autres. De façon similaire, on constate un gap important dans l'insécurité alimentaire entre les ménages avec une femme allaitante (18 pour cent) par rapport à ceux qui n'en ont pas (10 pour cent).

Enfin, les ménages agricoles sont plus vulnérables que ceux qui dépendaient d'autres activités rémunératrices, car ils sont fortement exposés aux fluctuations des prix des noix de cajou et aux aléas des campagnes agricoles.

## 8. CAMPAGNE AGRICOLE ET COMMERCIALISATION DE LA NOIX DE CAJOU

Au total, 68,2 pour cent des ménages interrogés dans cette enquête ont participé à la campagne agricole 2020-2021, et presque la même proportion (66,8 pour cent) pratique de l'élevage domestique. Les résultats de la campagne agricole 2020-2021 sont mitigés au vu des producteurs. En effet, 45 pour cent d'entre eux considèrent les résultats de la campagne comme étant moyens ; 33,4 pour cent des répondants considère que la campagne a été un succès, et 20,8 pour cent des producteurs considère la campagne comme mauvaise. La plupart des producteurs (73,6 pour cent) a fait face à des difficultés sur leur exploitation, les inondations étant la cause principale.

En outre, bien que le démarrage officiel de la campagne de commercialisation de noix de cajou ait été fixé par le gouvernement au 07 avril 2021 sur l'étendue du pays, la commercialisation a déjà commencé chez la plupart des producteurs au mois de mars. Le prix moyen officiel proposé par le gouvernement est de 360 Fcfa. Le gouvernement prévoit par ailleurs une exportation de 200 000 tonnes de cajou, supérieure à celle de l'année 2020 (environ 153 634 tonnes).

Bien qu'au mois de mars on ne soit qu'au démarrage de la campagne de commercialisation de la noix de cajou, plus d'un quart des producteurs interrogés a déjà contracté une dette auprès des acheteurs de cajou, avec l'intention de la rembourser à la fin de la campagne. Généralement, les termes de l'échange sont en défaveur des producteurs de cajou, avec des conséquences négatives sur les revenus et sur leur possibilité de faire face aux besoins essentiels de leur ménages.

## 9. SUIVI DES STOCKS ET DES PRIX DE DENRÉES ALIMENTAIRES ET NON ALIMENTAIRES

Depuis août 2020, le PAM, en partenariat avec le Ministère de l'agriculture et du développement rural (MADR) et l'Institut national de la statistique (INE), a étendu son système mensuel de suivi des prix des marchés de 9 à 44 marchés, établissant un système national couvrant les 39 secteurs de la Guinée-Bissau (un marché pour chaque secteur et cinq marchés dans la capitale Bissau). Le système de suivi monitoré maintenant les prix de 50 produits alimentaires et non alimentaires.

En mars 2021, les marchés sont bien approvisionnés en produits alimentaires et non alimentaires pendant la période de l'enquête ainsi que durant les mois qui l'ont précédée. Même le riz local, de plus en plus rare, est disponible dans les marchés, en raison de la période de récolte encore récente.

Entre janvier et mars 2021, le prix du riz ordinaire importé, le principal produit alimentaire de base, est resté stable autour de son prix habituel de 350 Fcfa le kilogramme. En revanche, le riz local a connu une légère baisse de 418 Fcfa à 388 Fcfa le kilogramme.

En mars 2021, 44 pour cent des produits monitorés a connu une hausse des prix par rapport à mars 2020. Environ 16 pour cent des produits a gardé un prix stable, et 40 pour cent des produits a baissé de prix. Le prix de produits de base comme le riz est resté stable, alors que les prix du poisson et de la viande ont augmenté, et les prix des légumes ont baissé.

**Figure 4.** Suivi des prix de produits alimentaires et non alimentaires en mars 2021

| Groupes alimentaires         | Produits                                       | Unité | Mars 2020 | Mars 2021 | Variation (%) |   |
|------------------------------|--|-------|-----------|-----------|---------------|---|
| <b>Cereais</b>               | Riz (local)                                    | kg    | 479       | 500       | 4.4           | ▶ |
|                              | Riz (importé)                                  | kg    | 353       | 383       | 8.5           | ▶ |
|                              | Mil  | kg    | 593       | 700       | 18.0          | ▲ |
|                              | Maïs   | kg    | 810       | 667       | -17.7         | ▼ |
| <b>Tuberculo</b>             | Patate douce                                   | kg    | 351       | 500       | 42.5          | ▲ |
|                              | Manioc   | kg    | 386       | 600       | 55.4          | ▲ |
| <b>Leguminosas</b>           | Arachide                                       | kg    | 902       | 567       | -37.1         | ▼ |
|                              | Noix de cajou                                  | kg    | 2313      | 3667      | 58.5          | ▲ |
|                              | Haricot  | kg    | 1754      | 700       | -60.1         | ▼ |
| <b>Legumes</b>               | Gombo  | kg    | 1944      | 700       | -64.0         | ▼ |
|                              | Oignon   | kg    | 635       | 500       | -21.3         | ▼ |
|                              | Carotte  | kg    | 1478      | 1217      | -17.7         | ▼ |
|                              | Tomate   | kg    | 977       | 600       | -38.6         | ▼ |
| <b>Frutos</b>                | Banane locale                                  | kg    | 622       | 717       | 15.3          | ▲ |
|                              | Limon  | kg    | 774       | 533       | -31.1         | ▼ |
| <b>Carne, peixe</b>          | Viande de boeuf sans os                        | kg    | 3407      | 4000      | 17.4          | ▲ |
|                              | Viande de boeuf avec os                        | kg    | 2863      | 3500      | 22.2          | ▲ |
|                              | Poulet local vivant                            | Unit  | 5227      | 4000      | -23.5         | ▼ |
|                              | Poisson frais (bica, barbo, linguado)          | kg    | 3018      | 3167      | 4.9           | ▶ |
|                              | Poisson frais (Tainaha, Bagri, Bentana)        | kg    | 1458      | 2167      | 48.6          | ▲ |
|                              | Poisson frais (sardinela, djafal, bentaninhas) | kg    | 658       | 833       | 26.6          | ▲ |
|                              | Poisson séché                                  | kg    | 2010      | 3333      | 65.8          | ▲ |
| <b>Oleo</b>                  | Huile de palme                                 | Litre | 1226      | 1100      | -10.3         | ▼ |
|                              | Huile végétale importée                        | Litre | 1039      | 1000      | -3.8          | ▶ |
| <b>Doces</b>                 | Sucre  | kg    | 573       | 667       | 16.4          | ▲ |
| <b>Produto não alimentar</b> | Bois de chauffe                                | Unit  | 153       | 153       | 0.0           | ▶ |
|                              | Charbon  | Unit  | 151       | 151       | 0.0           | ▶ |

▼ Baisse de plus de 10%  
▲ Hausse de plus de 10%  
▶ Variation inférieure ou égale à 10%

## 11. METHODOLOGIE

Cette enquête a été menée avec la méthode mobile Vulnerability Analysis and Mapping (mVAM) e. Il s'agit de la méthodologie d'analyse de la vulnérabilité et de la cartographie du PAM qui utilise la technologie mobile pour suivre à distance la sécurité alimentaire et la nutrition des ménages, ainsi que les tendances liées au marché. Le système mVAM a été lancé en 2013 et a été mis en œuvre dans des contextes humanitaires très différents dans plus de 30 pays au cours des cinq dernières années.

La collecte des données a eu lieu du 04 au 14 mars 2021. 2 137 ménages ont été contactés et 2 125 ont accepté de participer à l'enquête (taux de non-réponse très faible de 0,5 pour cent. Au minimum 180 ménages ont été sélectionnés par région, comme recommandé dans le manuel du mVAM (WFP, 2020). Les données ont été reçues à temps réel dans le serveur et cinq superviseurs se sont chargés d'assurer le contrôle de la qualité des données en vérifiant les questionnaires, en faisant des contre-enquêtes auprès des ménages, et en contactant les enquêteurs pour d'éventuelles corrections. Les données collectées ont été pondérées au moment de l'analyse pour tenir compte des poids démographiques de chaque région.

## BIBLIOGRAPHIE

- Alta comissão para covid-19, 2021. Boletim Informativo Semanal | de 22 a 28 de Março De 2021 | Nr.30.
- Coping Strategies Index: Field Methods Manual. Copyright © 2008 Cooperative for Assistance and Relief Everywhere, Inc. (CARE).
- Ministério da Economia e Finanças, Direção Geral do Plano/Instituto Nacional de Estatística (INE), 2016. Projections Demographiques en Guinee-Bissau (2009 – 2030).
- Inquérito aos Indicadores Múltiplos (MICS6), 2020. Relatório Final 2018-2019.
- International Monetary Fund; The Department of African Affairs, 2017. Guinea-Bissau: Selected Issues Paper; International Monetary Fund: Washington, DC, USA.
- United Nations World Food Programme (WFP), 2020. Establishing remote monitoring and assessment capacities for covid-19 response. A practical guide.
- United Nations World Food Programme (WFP), Mai 2020. Enquête mVAM de suivi de la sécurité alimentaire et de la nutrition en Guinée-Bissau.

- United Nations World Food Programme (WFP), Juillet 2020. Enquête mVAM de suivi de la sécurité alimentaire et de la nutrition en Guinée-Bissau.
- United Nations World Food Programme (WFP), Octobre 2020. Enquête mVAM de suivi de la sécurité alimentaire et de la nutrition en Guinée-Bissau.
- United Nations World Food Programme (WFP), mars 2021. Enquête mVAM de suivi de la sécurité alimentaire et de la nutrition en Guinée-Bissau.
- United Nations World Food Programme (WFP), 2020. Enquête de suivi de la sécurité alimentaire et de la nutrition en Guinée-Bissau.
- World Employment and Social Outlook: Trends 2020 International Labour Office – Geneva: ILO, 2020

### POUR PLUS D'INFORMATION:

- Momadou Sow, VAM and M&E Officer (WFP - Guinea-Bissau) - [momadou.sow@wfp.org](mailto:momadou.sow@wfp.org)
- Alessia Vittorangeli, Partnerships & Reporting Officer (WFP Guinea-Bissau) - [alessia.vittorangeli@wfp.org](mailto:alessia.vittorangeli@wfp.org)